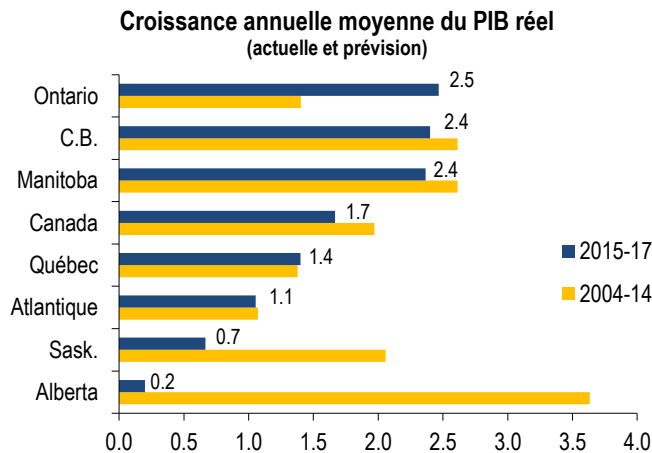


Le rééquilibrage de la croissance : deuxième partie

Il y a un an, nous avons titré *L'Observateur provincial* « le Rééquilibrage de la croissance ». Au moment de la rédaction de la présente édition de *L'Observateur provincial*, l'économie canadienne continue de s'ajuster au repli des prix des produits de base amorcé au milieu de 2014. Les importantes répercussions négatives de la baisse des prix des produits de base sur les activités minières, pétrolières et gazières observées surtout en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, continuent. Ainsi, les trois provinces pétrolières devraient connaître une autre année difficile. Par contre, nous commençons à entrevoir les premiers effets généralement positifs de la dépréciation du dollar canadien sur les exportations de biens et services non liés aux produits de base. Fort de notre hypothèse selon laquelle la vigueur de la demande du secteur privé aux États-Unis est durable, nous estimons que les provinces de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et du Québec sont bien placées pour afficher croissance économique respectable au cours des deux prochaines années.

La présente édition de *L'Observateur provincial* consacre une courte section à chaque province. Chaque section comporte trois faits saillants sur des thèmes qui intéressent nos lecteurs : notre avis sur les perspectives économiques générales, nos réflexions sur le marché de l'habitation et les plus récentes nouvelles sur les finances publiques, à l'approche de la saison budgétaire de 2016. Nos prévisions provinciales détaillées pour 2016 et 2017 figurent à la page 12.



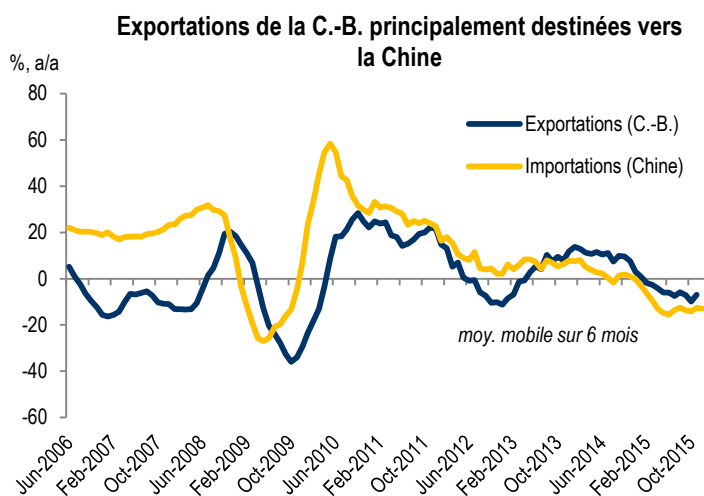
Sources: Statistique Canada, VMBL Rech. écon. et stratégie

Colombie-Britannique : une croissance économique saine et supérieure à 2 %

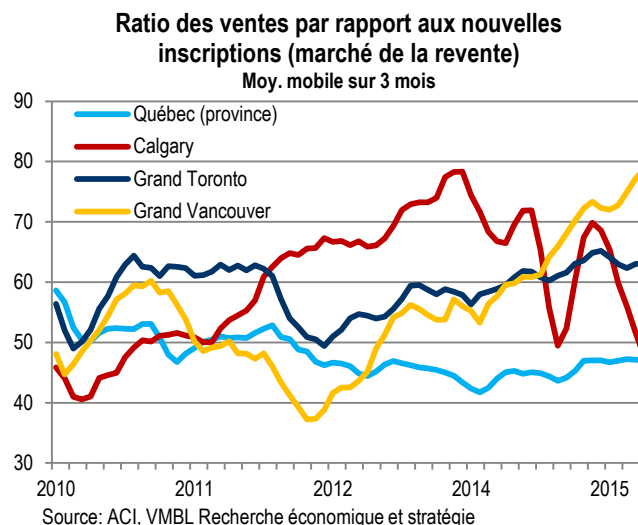
Économie : Entre 2011 et 2015, la croissance économique annuelle moyenne de la Colombie-Britannique s'est établie à 2,6 %, un taux que seules les deux provinces exportatrices de pétrole de l'Alberta (3,9 %) et de la Saskatchewan (2,8 %) ont été en mesure de surpasser. Même si les liens économiques qu'entretient la Colombie-Britannique avec la Chine exercent une pression à la baisse sur ses exportations et sur sa production minière, certains facteurs positifs comme la forte demande américaine, la vigueur de l'activité touristique et la croissance robuste des dépenses des ménages permettent à la Colombie-Britannique de continuer à afficher un rendement économique supérieur. Pour ce qui est des prochaines années, le potentiel développement de l'industrie du gaz naturel liquéfié pourrait également stimuler l'activité économique. Toutefois, nous n'avons pas tenu compte de cette éventualité dans notre scénario de base pour 2016-2017.

Marché de l'habitation : Soutenu en grande partie par la création d'emplois à plein temps et par des flux migratoires interprovinciaux relativement plus positifs émanant de l'Alberta, le marché de l'habitation connaît un véritable essor. En 2015, les mises en chantier ont totalisé 31 400 unités, un sommet inégalé en sept ans et une hausse de 11 % par rapport à 2014. Le prix moyen sur le marché de la revente a grimpé de 12 % pour atteindre un nouveau record annuel (637 000 \$). Le nombre de transactions sur le marché de la revente a augmenté de 22 %, atteignant presque un nouveau sommet (103 000 unités). On s'attend à ce que le marché demeure favorable aux vendeurs malgré la nouvelle réglementation fédérale exigeant une mise de fonds plus élevée pour les demeures dont le prix se situe entre 500 000 \$ et 1 000 000 \$. Enfin, la présumée part croissante de fonds étrangers dans la demande de logements, surtout dans le segment haut de gamme à Vancouver, nuit à l'abordabilité. Par conséquent, les prix élevés empêchent plusieurs ménages d'accéder à la propriété, d'où la persistance d'un taux d'inoccupation extrêmement faible pour le marché locatif de Vancouver (1,0 %).

Finances publiques : Le gouvernement de la Colombie-Britannique est vraisemblablement le seul détenant la notation AAA en voie d'enregistrer un budget équilibré pour l'exercice 2015-2016. Comme rien ne laisse présager un redressement économique en Chine, les légers excédents budgétaires prévus au-delà de l'exercice financier 2015-2016 s'avèrent un coussin financier utile.



Source: China Customs, Thomson Datastream, VMBL Rech. écon. et stratégie



Source: ACI, VMBL Recherche économique et stratégie

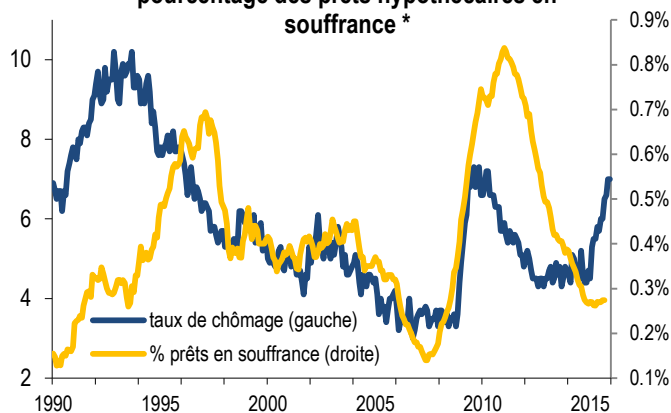
Alberta : une deuxième année difficile

Économie : La justification complète qui sous-tend nos prévisions à l'égard du pétrole figure dans nos [Perspectives de placement de 2016](#). En résumé, en supposant que la capitulation des producteurs à coûts élevés incitera les membres de l'OPEP à s'entendre sur des baisses de production en vue de réduire les stocks excédentaires, nous prévoyons que le prix du baril de pétrole WTI s'établira à 70 \$ US à la fin de 2016. La forte croissance de la demande de pétrole combinée à une chute rapide des investissements pourrait, selon toute vraisemblance, créer des pénuries du côté de l'offre en 2018. Toutefois, des prix du pétrole de l'ordre de 70 \$ US le baril ne seront sans doute pas suffisamment élevés pour ramener les producteurs de sables bitumineux à coûts élevés sur le marché. Par conséquent, l'Alberta devrait connaître une deuxième année de récession. La plupart des principaux indicateurs économiques laissent présager un recul, la baisse de l'activité dans le secteur pétrolier ayant des répercussions sur d'autres secteurs de l'économie. Bref, le recul économique est plus prononcé en 2015-2016 qu'il ne l'était en 2008-2009, bien qu'il soit pour l'instant d'une ampleur moindre qu'au début des années 1980.

Marché de l'habitation : Nous prévoyons que la hausse du chômage aura un effet négatif à retardement sur le marché de l'habitation en 2016-2017, notamment sur le nombre de prêts hypothécaires en souffrance. En outre, le taux de croissance démographique, bien qu'encore positif, diminue rapidement car plusieurs acheteurs de demeures et propriétaires actuels cherchent du travail hors de la province. En 2015, les transactions de revente avaient déjà diminué de 23 % par rapport à 2014. Les prix ont récemment commencé à reculer, ce qui pourrait se traduire par d'autres défauts de paiement stratégiques chez les emprunteurs sans recours. Il importe de noter que la part des ménages très vulnérables en Alberta (ceux dont le ratio de la dette au revenu est de 350 % ou plus) est semblable à celle enregistrée aux États-Unis en 2007; il s'agit là d'un autre facteur qui pourrait exacerber les difficultés du marché de l'habitation l'année prochaine.

Finances publiques : Depuis que le gouvernement néo-démocrate a déposé son budget en octobre dernier, la chute des cours du pétrole brut a été plus prononcée que prévu. Comme les prix du pétrole WTI oscillaient autour de 30 \$ US le baril en janvier, le déficit de l'exercice financier 2015-2016 est susceptible d'être plus élevé que prévu (6,1 milliards de dollars, soit près de 2 % du PIB nominal, tel que mentionné dans le budget). C'est en raison de cette dégradation des finances publiques de l'Alberta, résultant de la faiblesse des cours pétroliers, que l'agence de notation S&P a révisé à la baisse la cote de crédit à long terme de la province, de AAA à AA+ en décembre. Toutefois, si notre prévision de 70 \$ US le baril de pétrole WTI à la fin de 2016 – une prévision fort supérieure à celle du budget de l'automne dernier – s'avère juste, la performance budgétaire de la province pourrait dépasser les attentes, tout dépendant du moment où s'amorcera la reprise des prix du pétrole.

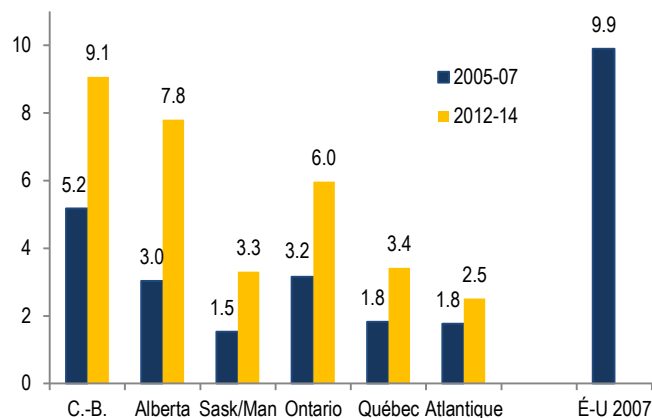
Alberta: taux de chômage et pourcentage des prêts hypothécaires en souffrance*



*défaut de paiement de plus de 90 jours;

Source: Stats. Can., Asso. des banquiers canadiens, VMBL Rech. Écon. et Stratégie

Ménages fortement endettés
(ratio dette-revenu 350%+, en % des ménages endettés)



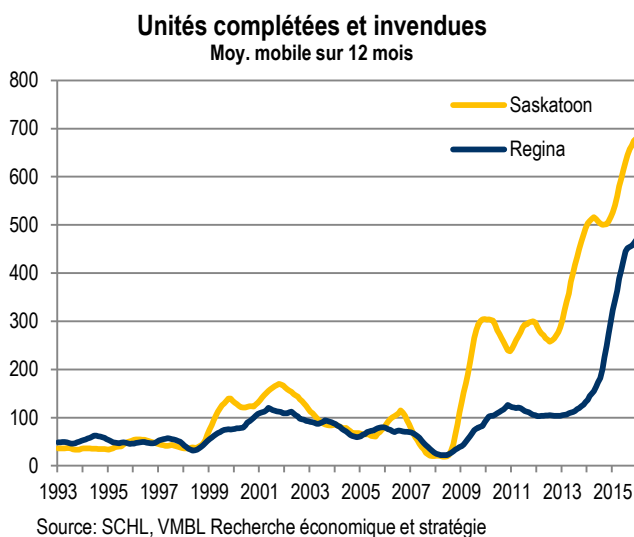
Source: Banque du Canada, VMBL Rech. écon. et stratégie

Saskatchewan : marché du logement sous pression, finances publiques relativement saines

Économie : La chute des prix des produits de base continue d'avoir des répercussions importantes en Saskatchewan. Après avoir longtemps profité d'un marché du travail serré, la province a vu son taux de chômage grimper en 2015, l'emploi total ayant à peine augmenté. Les secteurs non liés à l'énergie comme les produits agricoles et les produits alimentaires intermédiaires ont affiché de bons rendements, mais n'ont pu compenser les pertes importantes du secteur énergétique. Comme on ne prévoit pas de redressement des prix du pétrole avant la deuxième moitié de 2016, tout indique qu'il faudra attendre 2017 pour voir la croissance du PIB réel de la province dépasser 2 %.

Marché de l'habitation : On observe un ralentissement important de l'activité du marché de l'habitation à Regina et à Saskatoon. Bien que le nombre d'unités en construction est en baisse constante depuis le milieu de 2014, le nombre d'unités achevées et non écoulées à Saskatoon et à Regina est plus élevé que celui de villes plus grandes comme Calgary et la situation soulève des craintes de surévaluation.

Finances publiques : D'importants incendies de forêt et la baisse des prix du pétrole ont entraîné une dégradation du solde budgétaire de la province. Le Rapport financier de milieu d'exercice diffusé à la fin de novembre indique que les recettes totales sont inférieures de 270 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 2015 et les dépenses supérieures de 99 millions de dollars, ce qui se traduit par un déficit projeté de 262 millions de dollars. L'objectif est de réaliser de nouvelles économies au titre des programmes en vigueur et de reporter des projets et des initiatives en vue de réduire la taille du déficit, pourtant encore faible en proportion d'un budget de 14 milliards de dollars. La baisse des prix du pétrole brut ayant persisté au début de 2016, il paraît maintenant plus que probable que la province enregistrera un léger déficit pour la première fois en quatre ans.

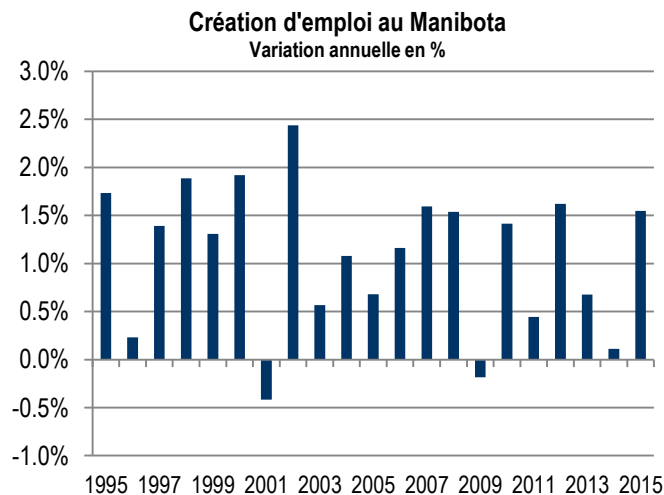


Manitoba : maintien d'un rendement économique supérieur à la moyenne

Économie : L'économie du Manitoba continuera de bénéficier d'une demande plus forte de la part de ses voisins du sud et de la dépréciation du dollar canadien. La valeur totale des exportations a augmenté d'environ 3,5 % en 2015, sous l'impulsion d'une hausse de 17 % de la valeur des expéditions de biens de consommation, le deuxième plus important secteur d'exportation de la province, après celui des produits agricoles. Ce résultat a contribué à une augmentation de 1,6 % de l'emploi total, le meilleur rendement de toutes les provinces à ce chapitre. Même si nous prévoyons que cette croissance supérieure à la moyenne se maintiendra en 2016-2017, nous estimons qu'une accélération du flux de main-d'œuvre émanant de l'Alberta devrait provoquer une légère augmentation du taux de chômage, qui demeurera néanmoins le deuxième plus faible au pays.

Marché de l'habitation : Au terme d'une période de construction effrénée de maisons individuelles entre 2010 et 2013, le nombre de mises en chantiers a enregistré une baisse de 12 % en 2015, après avoir reculé de 17 % en 2014. Le rythme de la construction domiciliaire n'est pas susceptible de se redresser, les constructeurs cherchant à écouler le nombre élevé de maisons non vendues sur le marché.

Finances publiques : En juillet, Moody's a révisé à la baisse la notation de crédit à long terme de la province du Manitoba, celle-ci venant tout juste d'enregistrer une augmentation du fardeau de sa dette, l'agence de notation a conclu que la province peinera à atteindre l'équilibre budgétaire d'ici l'exercice 2018-2019. Une élection générale aura lieu le 19 avril. On ne sait toujours pas si l'actuel gouvernement néo-démocrate déposera un budget préélectoral cet hiver.



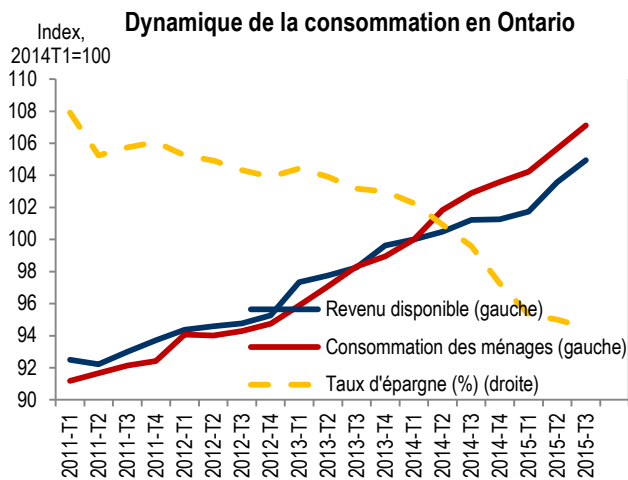
Source: Statistique Canada, VMBL Recherche économique et stratégie

Ontario : nouvelle période de prospérité économique

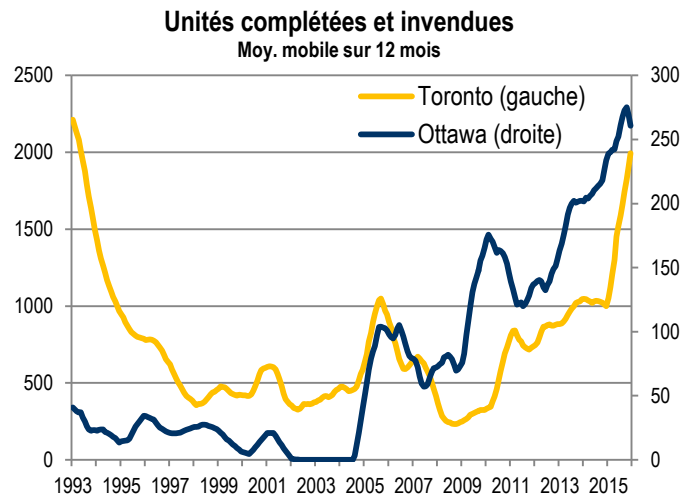
Économie : On prévoit que la croissance du PIB réel se maintiendra à près de 2,5 % pour une troisième année consécutive en 2016 et une quatrième en 2017. L'économie ontarienne entre dans une nouvelle sorte de période de prospérité grâce à la faiblesse du dollar canadien, qui rehausse sensiblement la compétitivité des exportations de services, un secteur qui retient moins l'attention. Combinées au secteur traditionnel de la fabrication, dont le taux d'utilisation des capacités est actuellement supérieur à sa tendance historique, les perspectives à moyen terme seront soutenues par une augmentation générale des investissements des entreprises et de l'emploi. Enfin, la situation diffère en ce qui concerne les ménages, qui espèrent affecter une part plus grande de l'augmentation de leurs revenus à l'épargne plutôt qu'aux dépenses. Celles-ci ont excédé les revenus dans une mesure plus grande au cours des deux dernières années, ce qui a eu pour effet de faire chuter le taux d'épargne en 2015 à son niveau le plus bas en neuf ans (1,4 %)¹.

Marché de l'habitation : Par suite d'une forte augmentation de l'emploi à plein temps et d'un taux de chômage qui, pour la première fois en dix ans, est inférieur à celui du reste du Canada, la demande de logements et la construction résidentielle affichent une tendance à la hausse. Le nombre croissant d'habitations en copropriété non écoulées dans la région métropolitaine de Toronto et à Ottawa devrait provoquer une baisse légère des mises en chantier au cours des prochaines années.

Finances publiques : Les perspectives économiques prometteuses sont très propices à la réalisation de l'objectif du gouvernement d'atteindre l'équilibre budgétaire à l'exercice 2017-2018. Jusqu'à maintenant en 2016, un des sujets les plus débattus influant sur les finances publiques de l'Ontario est le projet d'Ontario Power Generation visant à moderniser les réacteurs nucléaires de Darlington en vue de produire de l'électricité. Le projet de 13 milliards de dollars sera confié à la Bruce Power Company, qui prendra à sa charge tous les risques de dépassements de coûts.



Source: Ministère des Finances de l'Ontario, VMBL Rech. Écon. et stratégie



Source: SCHL, VMBL Recherche économique et stratégie

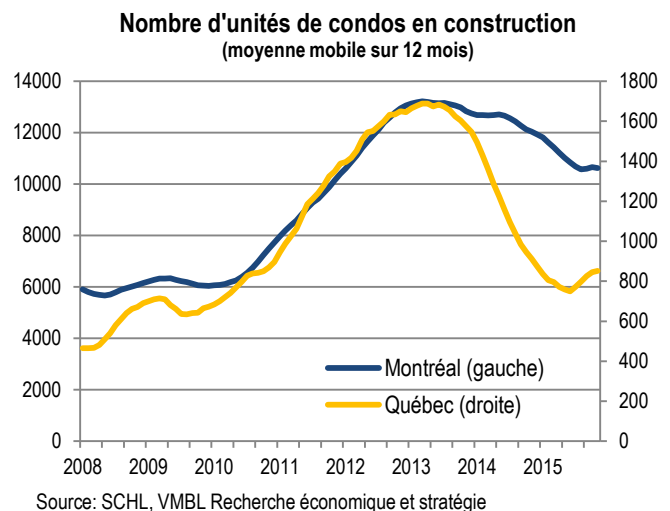
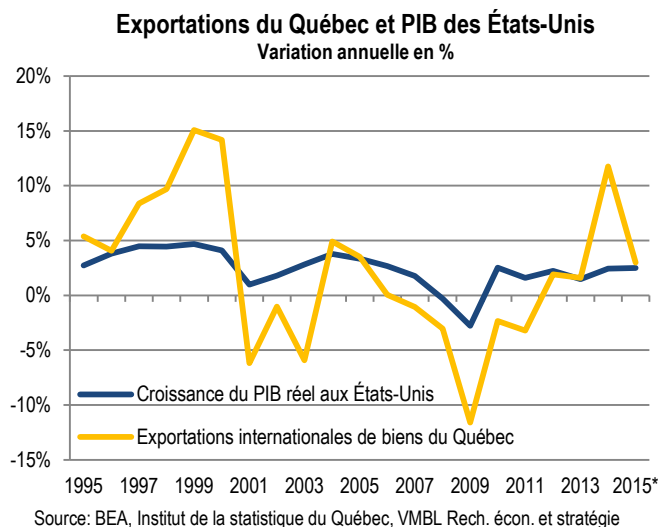
¹ Cumul annuel

Québec : un pas de plus dans la bonne direction en 2016

Économie : Étant donné que les tendances démographiques défavorables pèsent sur l'offre de travailleurs et le taux de consommation des ménages, la croissance de 1,5 % du PIB réel prévue pour 2016-2017 doit être considérée comme un bon rendement. On prévoit que la croissance des exportations non liées aux produits de base excédera une fois de plus la demande du secteur privé américain, comme ce fut le cas à la fin des années 1990. La situation n'est pas parfaite, le repli des prix des produits de base continuant de nuire au secteur minier du Québec. Enfin, l'édition de décembre 2015 de la *Revue du système financier* publiée par la Banque du Canada révèle que la part des ménages très vulnérables au Québec est nettement inférieure à celle des autres provinces, ce qui laisse entendre que la capacité des ménages de rembourser leurs dettes en cas de choc économique est moins inquiétante que dans d'autres provinces.

Marché de l'habitation : Tout indique que la dynamique du marché immobilier résidentiel demeurera faible. Premièrement, les taux d'inoccupation du marché locatif à Montréal et à Québec avoisinent 4 % et comptent parmi les plus élevés enregistrés depuis les années 1990. Deuxièmement, le nombre élevé d'unités résidentielles en copropriété complétées et invendues dans ces deux marchés urbains a contribué à l'émergence de conditions de marché favorables aux acheteurs. Pour que se poursuive la baisse ordonnée des stocks, les mises en chantier devront demeurer inférieures au taux de formation des ménages.

Finances publiques : Le pronostic d'un équilibre budgétaire pour l'exercice de 2015-2016 a été bien accueilli par les détenteurs d'obligations. Dorénavant, les investisseurs voudront savoir si les conditions économiques qui sous-tendent l'objectif à long terme de réduction du ratio de la dette brute au PIB nominal de 55 % cette année à 52,1 % à la fin de l'exercice 2018-2019 se concrétiseront. Fait significatif, on suppose que l'apport des gains de productivité à la croissance du PIB réel est d'environ 1 % à moyen terme, soit deux fois plus que l'apport enregistré depuis la crise. De plus, la faiblesse des prix du pétrole pourrait avoir pour des conséquences négatives sur l'augmentation prévue des droits de péréquation (de 9,5 milliards de dollars en 2015-2016 à 10,5 milliards de dollars en 2019-2020).

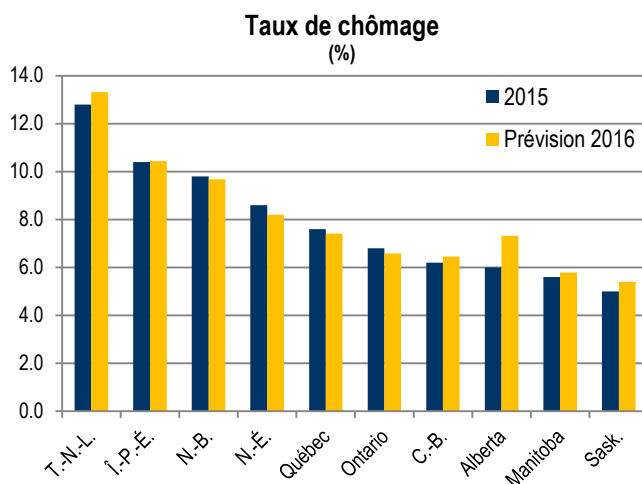


Nouveau-Brunswick : reprise de la croissance

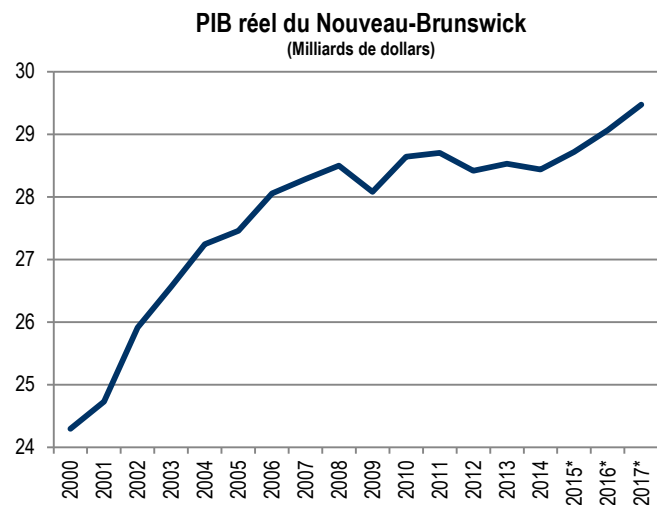
Économie : Dans la foulée d'un accroissement des dépenses des ménages, le PIB réel a augmenté de 1 % en 2015, la plus forte hausse enregistrée depuis 2010. L'année dernière, la croissance a néanmoins été limitée par une troisième baisse annuelle consécutive de la valeur des exportations, et ce, malgré la dépréciation du dollar canadien et la hausse de la demande en provenance des États-Unis. Dans un contexte de différentes nouvelles, bonnes et mauvaises, cette croissance modeste se maintiendra en 2016-2017. La fermeture des mines Penobsquis et Picadilly de Potash Corp, qui a entraîné la disparition de 540 emplois bien rémunérés, est attribuable à l'atonie du marché mondial de la potasse. Toutefois, la société J.D. Irving a l'intention d'embaucher près de 8 000 personnes d'ici 2018 pour pourvoir à des postes de fabrication, de génie et de construction navale, dont 89 % dans les provinces de l'Atlantique.

Marché de l'habitation : Le taux de chômage élevé a miné la vigueur du marché de l'habitation. Les mises en chantier ont atteint en 2015 leur niveau le plus bas jamais enregistré. Cependant, l'augmentation du nombre des transactions sur le marché de la revente l'an dernier, une première en quatre ans, ainsi que le très petit nombre d'unités achevées et non écoulées sur le marché de Moncton, pourrait provoquer un léger regain au sein de l'industrie.

Finances publiques : La dégradation de plus en plus généralisée des conditions économiques se répercutera sur les finances publiques de la province. Chose intéressante, le discours du budget de 2015 fait état d'un « accroissement de la production de zinc à la mine Caribou et de la production de potasse à la mine Picadilly ». Comme la réalité diffère sensiblement des prévisions formulées il y a quelques trimestres à peine, les prévisions des recettes pourraient être révisées à la baisse dans le prochain budget, attendu le 2 février. On proposera également une nouvelle feuille de route pour arriver à l'équilibre budgétaire.



Source: Statistique Canada, Recherche économique et stratégie



Source: Statistique Canada, VMBL Recherche économique et stratégie

Nouvelle-Écosse : province la plus performante de la région atlantique

Économie : La Nouvelle-Écosse est en voie d'afficher la meilleure performance économique de toutes les provinces de l'Atlantique pour la période 2015-2017. La demande est forte en provenance des États-Unis et de l'Asie. Selon les données les plus récentes, les exportations ont progressé de 20 % au cours de la période de douze mois prenant fin en novembre 2015. Les expéditions de poissons, de produits alimentaires et de biens de consommation, qui représentent actuellement près de 40 % des exportations de la Nouvelle-Écosse, ont enregistré une hausse remarquable de 43 % sur 12 mois en raison de la forte demande asiatique pour les produits de la mer. Enfin, malgré la croissance vigoureuse du tourisme, qui a donné un coup de pouce aux industries locales, la valeur totale des ventes au détail dans la province n'a pas augmenté l'an dernier.

Marché de l'habitation : Malgré une modeste progression en 2015, le nombre des mises en chantier demeure inférieur à celui de la période 2010-2013. Combinée à la création d'un nombre raisonnable d'emplois, la présence de l'investissement direct étranger, notamment d'origine chinoise, devrait soutenir la construction résidentielle et l'industrie du tourisme au cours des prochaines années.

Finances publiques : Dans sa mise à jour budgétaire de décembre, la province estime que son déficit pour l'exercice 2015-2016 atteindra 241 millions de dollars, soit deux fois plus que le montant prévu dans le budget de 2015 (98 millions de dollars). Cette augmentation du déficit est principalement attribuable à un écart de 80 millions de dollars entre les rentrées fiscales et les prévisions du budget, ainsi qu'à un rajustement négatif de 86 millions de dollars au titre des années antérieures. Cela dit, nous sommes toujours d'avis que l'amélioration généralisée de la conjoncture économique facilitera la réalisation de l'objectif du gouvernement, soit l'équilibre budgétaire en 2016-2017.

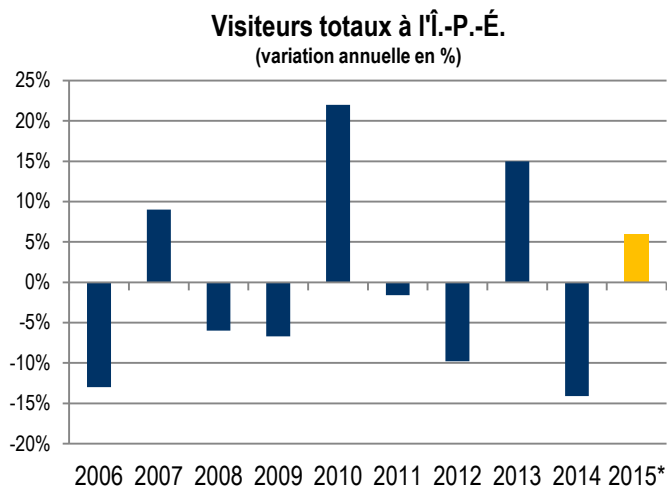


Île-du-Prince-Édouard : le tourisme revigoré par la baisse du dollar canadien

Économie : Grâce à la dépréciation du dollar, l'Île-du-Prince-Édouard a accueilli en 2015 un nombre record de touristes, tant canadiens qu'américains. Cette dynamique contribue à compenser un environnement difficile pour le marché du travail et à rétablir la croissance économique à un niveau comparable à celui observé au cours des cinq dernières années (entre 1 % et 2 %).

Marché de l'habitation : Les pertes d'emploi enregistrées en 2014 et en 2015 ont empêché toute accélération de la construction résidentielle.

Finances publiques : Les libéraux provinciaux ont remporté un troisième mandat consécutif en mai dernier. La mise à jour budgétaire du deuxième trimestre parue en novembre fait état d'un déficit toujours gérable de 33 millions de dollars pour l'exercice 2015-2016, ce qui, malgré une hausse de 13 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 2015, représente un modeste 0,5 % du PIB nominal.



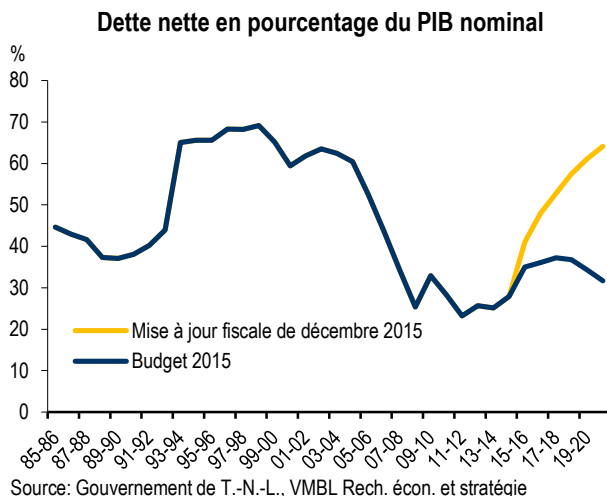
Source: Gouvernement de l'Î.-P.-É., VMBL Recherche économique et stratégie

Terre-Neuve-et-Labrador : un rajustement budgétaire s'impose en raison de la baisse des prix du pétrole

Économie : Terre-Neuve-et-Labrador demeure en proie à une conjoncture économique difficile. Son secteur des exportations est presque aussi tributaire du pétrole (64 %) que celui de l'Alberta (68 %)². En outre, un autre secteur important, celui du minerai de fer, subit les contrecoups de la baisse de la demande chinoise. Tant que les cours des produits de base ne se redresseront pas, la plupart des indicateurs économiques provinciaux continueront de se dégrader.

Marché de l'habitation : Le ralentissement de l'économie a entraîné une baisse importante du nombre de transactions sur le marché de la revente et de l'activité dans le segment de la construction résidentielle. En 2015, le nombre des mises en chantier dans la province a diminué de 43 % par rapport à la moyenne enregistrée au cours des quatre années précédentes.

Finances publiques : Le gouvernement libéral nouvellement élu a rendu publique une mise à jour budgétaire en décembre dernier. Surtout à cause de la chute des prix du pétrole Brent (l'industrie du pétrole au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador touche les prix Brent pour son pétrole), le déficit prévu de l'exercice 2015-2016 a presque doublé, atteignant près de deux milliards de dollars. En vertu des projections actuelles, le ratio de la dette au PIB augmentera sensiblement chaque année jusqu'à l'exercice 2020-2021. Pour éviter un tel scénario, le ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador a récemment demandé aux ministères et organismes de planifier des réductions totalisant 30 % des dépenses de l'exercice courant. La gamme complète des mesures destinées à redresser cette situation budgétaire sera révélée dans le budget de 2016.



Sébastien Lavoie | Économiste en chef adjoint
514 350-2931 | LavoieS@vmbi.ca

Dominique Lapointe | Économiste
514 350-2924 | LapointeD@vmbi.ca

² Depuis le début de 2015

Croissance du PIB nominal (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	6.5	3.0	3.8	4.3	1.2	3.2	4.8
T.-N.-L.	15.3	-4.5	9.2	-4.2	-9.0	1.9	3.8
Î.-P.-É.	3.9	2.7	3.8	3.8	2.1	2.4	3.3
N.-É.	2.2	0.5	2.0	1.3	2.8	3.1	3.9
N.-B.	4.3	0.7	0.4	0.6	2.4	2.4	3.6
Québec	5.1	2.7	2.0	2.5	2.8	2.9	3.8
Ontario	4.6	3.1	1.9	4.1	4.4	3.9	5.1
Manitoba	5.4	6.4	3.5	3.5	3.6	3.9	4.4
Sask.	18.1	4.2	7.1	-0.9	-4.6	3.2	4.4
Alberta	10.9	4.3	10.2	9.1	-8.4	2.2	4.7
C.-B.	5.7	2.1	2.3	4.7	3.4	4.1	5.0

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Croissance de l'emploi (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	1.5	1.3	1.4	0.6	0.9	0.9	1.1
T.-N.-L.	4.1	3.7	1.0	-1.9	-1.0	-0.5	0.5
Î.-P.-É.	3.0	1.6	1.7	-0.4	-1.1	0.4	0.5
N.-É.	0.3	1.0	-1.0	-1.1	0.1	1.0	1.0
N.-B.	-0.7	-0.6	0.2	-0.2	-0.4	0.2	0.5
Québec	1.0	0.8	1.2	-0.1	1.0	0.8	0.8
Ontario	1.8	0.7	1.8	0.8	0.7	1.4	1.3
Manitoba	0.4	1.6	0.7	0.1	1.5	1.1	1.3
Sask.	0.9	2.5	2.9	1.0	0.6	0.4	1.2
Alberta	3.7	3.5	2.4	2.2	1.2	-0.3	1.5
C.-B.	0.1	1.6	0.1	0.6	1.3	1.4	1.4

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Croissance du PIB réel (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	3.1	1.7	2.2	2.5	1.2	1.6	2.2
T.-N.-L.	2.9	-4.4	5.8	-2.0	-1.2	-0.5	1.6
Î.-P.-É.	2.0	1.2	2.0	1.5	1.2	1.2	1.4
N.-É.	0.5	-0.9	0.0	0.6	1.7	1.9	1.9
N.-B.	0.2	-1.0	0.4	-0.3	1.0	1.2	1.4
Québec	1.9	1.0	1.2	1.5	1.2	1.5	1.5
Ontario	2.4	1.3	1.3	2.7	2.5	2.4	2.5
Manitoba	2.5	3.0	2.4	2.3	2.2	2.4	2.5
Sask.	5.3	1.7	5.8	1.9	-1.0	0.8	2.2
Alberta	6.4	3.9	5.1	4.8	-1.0	-0.6	2.2
C.-B.	3.0	2.5	2.1	3.2	2.4	2.3	2.5

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Croissance des ventes au détail (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	4.0	2.5	3.2	4.6	2.4	3.1	3.3
T.-N.-L.	5.1	4.5	5.0	3.4	0.7	1.7	2.0
Î.-P.-É.	5.4	3.2	0.8	3.3	2.5	2.6	2.6
N.-É.	3.5	1.0	2.9	2.3	0.2	2.8	3.0
N.-B.	4.8	-0.7	0.7	3.8	3.5	4.0	3.0
Québec	3.0	1.2	2.5	1.7	1.1	2.2	2.5
Ontario	3.6	1.6	2.3	5.0	4.7	4.2	4.0
Manitoba	4.3	1.3	3.9	4.3	1.5	3.5	4.0
Sask.	7.3	7.4	5.1	4.6	-3.0	1.9	2.8
Alberta	6.8	7.0	6.9	7.5	-3.5	0.5	2.8
C.-B.	3.2	1.9	2.4	5.6	6.9	4.3	3.9

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Taux de chômage (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	7.5	7.3	7.1	6.9	6.9	7.0	6.8
T.-N.-L.	12.6	12.3	11.6	11.9	12.8	13.3	13.4
Î.-P.-É.	11.0	11.2	11.6	10.6	10.4	10.4	10.3
N.-É.	9.0	9.1	9.1	9.0	8.6	8.2	7.8
N.-B.	9.5	10.2	10.3	9.9	9.8	9.7	9.5
Québec	7.9	7.7	7.6	7.7	7.6	7.4	7.2
Ontario	7.9	7.9	7.6	7.3	6.8	6.6	6.3
Manitoba	5.5	5.3	5.4	5.4	5.6	5.8	5.7
Sask.	4.9	4.7	4.1	3.8	5.0	5.4	5.2
Alberta	5.4	4.6	4.6	4.7	6.0	7.3	7.0
C.-B.	7.5	6.8	6.6	6.1	6.2	6.5	6.4

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Inflation (%)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	2.9	1.5	0.9	1.9	1.1	1.6	1.8
T.-N.-L.	3.4	2.1	1.7	1.9	0.4	0.8	1.5
Î.-P.-É.	2.9	2.0	2.0	1.6	-0.6	0.5	1.6
N.-É.	3.8	1.9	1.2	1.7	0.4	1.0	1.7
N.-B.	3.5	1.7	0.8	1.5	0.5	1.0	1.7
Québec	3.0	2.1	0.8	1.4	1.1	1.6	1.8
Ontario	3.1	1.4	1.1	2.3	1.2	1.7	1.9
Manitoba	2.9	1.6	2.3	1.8	1.2	1.8	1.9
Sask.	2.8	1.6	1.4	2.4	1.6	1.8	1.9
Alberta	2.4	1.1	1.4	2.6	1.2	1.5	1.7
C.-B.	2.3	1.1	-0.1	1.0	1.1	1.8	1.9

Source : Statistique Canada; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Mises en chantier (en milliers)							
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Canada	194.0	214.8	187.9	189.3	195.5	180.0	180.0
T.-N.-L.	3.5	3.9	2.9	2.1	1.7	1.5	2.2
Î.-P.-É.	0.9	0.9	0.6	0.5	0.6	0.8	0.8
N.-É.	4.6	4.5	3.9	3.1	3.8	4.2	4.2
N.-B.	3.5	3.3	2.8	2.3	2.0	2.2	2.3
Québec	48.4	47.4	37.8	38.8	37.9	35.5	35.5
Ontario	67.8	76.7	61.1	59.1	70.2	64.4	63.5
Manitoba	6.1	7.2	7.5	6.2	5.5	5.5	5.5
Sask.	7.0	10.0	8.3	8.3	5.1	5.2	5.4
Alberta	25.7	33.4	36.0	40.6	37.3	30.0	30.0
C.-B.	26.4	27.5	27.1	28.4	31.4	31.0	31.0

Source : SCHL; Prévisions - VMBL Rech. économique et stratégie

Le présent document est publié à titre d'information seulement. Il ne doit pas s'interpréter comme un guide de placement ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'achat des titres qui y sont mentionnés. L'auteur est un employé de Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL), une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada. L'auteur a pris toutes les mesures usuelles et raisonnables pour vérifier si les renseignements qui figurent dans le présent document sont tirés de sources considérées comme étant fiables et que les procédures utilisées pour les résumer et les analyser sont fondées sur les pratiques et les principes reconnus dans le secteur des placements. Toutefois, les forces du marché sous-jacentes à la valeur des placements peuvent évoluer de façon soudaine et importante. Par conséquent, ni l'auteur ni VMBL ne peuvent donner quelque garantie que ce soit en ce qui concerne l'exactitude ou l'intégralité de l'information, de l'analyse et des opinions qui figurent dans le présent document ou leur utilité ou pertinence dans une situation donnée. Vous ne devriez pas effectuer de placement ni procéder à une évaluation de portefeuille ou à une autre opération en vous fondant sur le présent document. Vous devriez plutôt consulter au préalable votre conseiller en placement, qui peut analyser les facteurs pertinents à un placement ou à une opération proposés. VMBL et l'auteur se dégagent de toute responsabilité de quelque nature que ce soit à l'égard de tout préjudice découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu contrevenant à la présente clause. Le présent rapport, y compris l'information, les opinions et les conclusions qui y figurent, en totalité ou en partie, ne peut être distribué, publié, mentionné ou reproduit de quelque manière que ce soit sans le consentement écrit préalable de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.